Salles-d'Armagnac : finances de la commune

Commune · Gers (32) · 125 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Salles-d'Armagnac affichait un encours de dette de 21 k€, soit 169 € par habitant, une épargne brute égale à 38,3 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,4 ans.

Dette par habitant
169 €
21 k€ au total

Capacité de désendettement
0,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
38,3 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
662 € / hab.
83 k€ au total

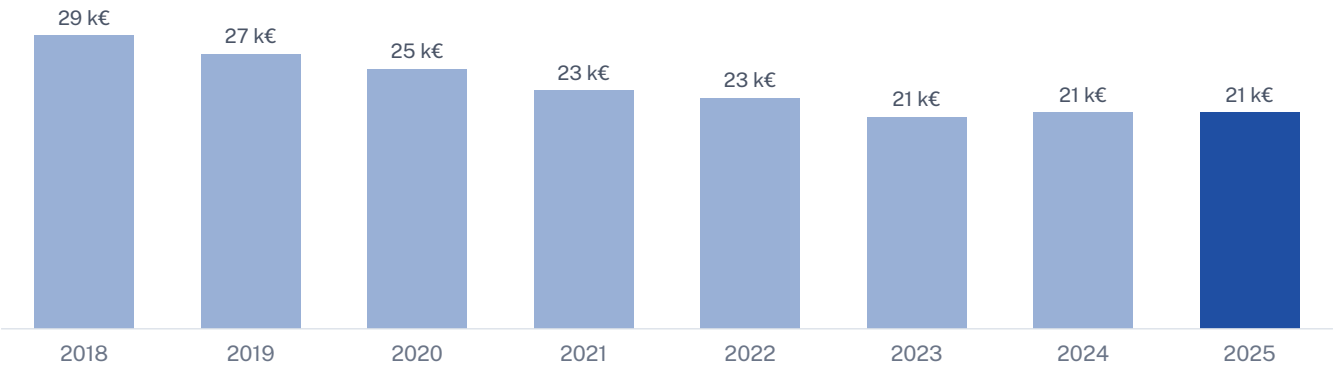
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	662 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	22,9 %	151 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	38,3 %	410 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	169 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 883 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	302 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 29 k€ en 2018 à 21 k€ en 2025 (-26,2 %). Valeur la plus basse : 21 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	29 k€	40,8 %	0,7 ans	50 k€
2019	27 k€	34 %	0,8 ans	34 k€
2020	25 k€	30,4 %	0,8 ans	7 152 €
2021	23 k€	37,6 %	0,5 ans	29 k€
2022	23 k€	21,7 %	0,9 ans	65 k€
2023	21 k€	34,6 %	0,5 ans	272 €
2024	21 k€	36,5 %	0,5 ans	12 k€
2025	21 k€	38,3 %	0,4 ans	235 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Salles-d'Armagnac	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	169 €	333 €	−49,2 %
Impôts locaux par habitant	302 €	384 €	−21,5 %
Frais de personnel par habitant	151 €	140 €	+8 %
Investissement par habitant	1 883 €	125 €	+1 408,5 %
Taux d'épargne brute	38,3 %	22,7 %	
Capacité de désendettement	0,4 ans	1 ans	

Jumelles : Saint-Quentin-le-Petit (08), Montigny-devant-Sassey (55), Saint-Martin-de-Goyne (32), Ore (31), Avocourt (55), Occoches (80), Tourtrès (47), Longchamps-sur-Aire (55), Monay (39), Goussaincourt (55). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	131	125	−4,6 %	−1,7 %
Dette par habitant	205 €	169 €	−17,4 %	−21,4 %
Impôts locaux par habitant	202 €	302 €	+49,5 %	+33 %
Frais de personnel par habitant	103 €	151 €	+46,8 %	+18,8 %
Taux d'épargne brute	34 %	38,3 %	+4,3 points	−2,1 points
Capacité de désendettement	0,8 ans	0,4 ans	−0,4 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 716 €		1 347 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Salles-d'Armagnac	Comparaison
Habitants (2023)	116	−2,5 % depuis 2012 (département : +1,6 %)
65 ans ou plus (2023)	30,2 %	département : 29,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,5
Salariés du secteur privé (2025)	0	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

50 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 30 emplois, soit 67 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	10 %	5,8 %	1,3 %	16,1 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	20 %	9,1 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	13,3 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	0 %	24,9 %	26,4 %	0 %
Employés	50 %	26,3 %	26,1 %	32,3 %
Ouvriers	20 %	20,5 %	19,5 %	51,6 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Gers (32)) : 6 645 au moins, dont 42,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	944	46,1 %
Viticulteurs, arboriculteurs	731	40,8 %
Maraîchers et horticulteurs	275	56,7 %
Aides-soignants	265	57 %
Serveurs de cafés restaurants	238	40,3 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	221	91,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	206	39,3 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	174	37,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	163	34,4 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	158	48,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Salles-d'Armagnac
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	100 k€ pour 4 projets
Par habitant	802 € (communes de même taille : 260 € ; département : 275 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	28,1 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Rénovation de la salle des associations	82 500 €
2024	DETR	Protection deci	4 569 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.